

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : ASA 17/091/2008 (Public)  
ÉFAI  
4 août 2008

### **Chine. L'attaque meurtrière contre des policiers à Kachgar doit être traitée par la justice**

Réagissant aux informations qui lui sont parvenues concernant l'attaque d'un poste de police dans la ville de Kachgar, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, au cours de laquelle seize policiers ont été tués, Amnesty International a appelé les autorités chinoises à veiller à ce qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée dans les meilleurs délais.

Les autorités chinoises ont le droit de protéger la vie et la sécurité de leurs agents responsables de l'application des lois. Toutefois, des attaques telles que celle qui vient de se produire, ne sauraient être utilisées pour justifier ou défendre la mise en place de mesures répressives ou de mesures de sécurité abusives.

Dans l'intérêt du respect des principes du droit et de la protection des droits humains, tout suspect doit bénéficier des garanties d'une procédure régulière conforme au droit international. Les suspects doivent pouvoir contacter leur famille, ainsi qu'un avocat et un médecin. Les procès doivent être publics.

Selon les médias d'État, le 4 août vers 8h00, deux hommes à bord d'un camion auraient foncé dans un groupe de policiers qui faisaient leur jogging matinal à l'extérieur de la cour de leur division à Kachgar (en chinois Kashi). Quatorze policiers ont été tués sur le coup et deux autres sont décédés lors de leur transport à l'hôpital. Les assaillants auraient ensuite jeté des grenades artisanales dans les bâtiments de la caserne et poignardé plusieurs policiers à coups de couteau.

Selon les médias officiels, les deux assaillants ont été arrêtés. Pour l'instant leur identité n'a pas été précisée et aucun groupe particulier n'a revendiqué la responsabilité de l'attaque. La police locale soupçonne une attaque terroriste et indique qu'un groupe appelé Mouvement islamique du Turkestan oriental (ETIM) projetait des attentats dans la semaine précédant l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin.

Amnesty International n'est pas en mesure de vérifier ces affirmations de manière indépendante.